



Augmenter les salaires et les pensions, c'est urgent, c'est possible, c'est gagnable !

27 octobre en grève à 14 h devant la Préfecture

Le 18 octobre, la journée unitaire de mobilisation a réuni 300 000 personnes dans les manifestations et plus d'un million de travailleur·ses en grève dans tout le pays.

La question des salaires est au cœur du débat public. De nombreux·ses salarié·es rejoignent cette lutte dans leur entreprise pour une autre répartition des richesses.

La CGT appelle à intensifier ce mouvement pour gagner des augmentations de salaires pour toutes et tous avec deux journées nationales d'action interprofessionnelle le 27 octobre et le 10 novembre.

La CGT revendique :

- la revalorisation du Smic à 2 000 € brut ;
- une augmentation de 10 % du point d'indice dans la fontion publique ;
- l'indexation des salaires et pensions sur l'inflation, pour que toutes les grilles de salaires dans le privé et le public suivent cette évolution avec la mise en place d'une échelle mobile des salaires. Supprimée en 1983, l'indexation des salaires sur les prix existe en Belgique, au Luxembourg, en Espagne, à Chypre...

- la prise en compte du niveau de qualification dans les grilles de conventions collectives et pour la fonction publique.

Elles et ils se sont mis·es en grève, elles et ils ont obtenu des augmentations de salaires !

6 jours de mobilisation
↳ +7,2%

DASSAULT FALCON SERVICES (93 et 33)
6 jours de grève
↳ +140 € et des primes exceptionnelles

MARIE SURGELÉS (86 et 79)
5 jours de grève
↳ +6,9% et 8 CDI

Ces victoires et bien d'autres sont des encouragements pour tou·tes les travailleur·ses : Pas de victoires sans luttes organisées !

Tout augmente sauf les salaires !

<p>électricité +8% prévue en février</p>	<p>gaz +15,8% depuis 2019</p>	<p>carburant +16% depuis le début de l'année</p>
<p>alimentation +10% pour le sucre</p>	<p>+23% pour les pâtes</p>	<p>et entre 9 et 15% sur la charcuterie, les fruits, et légumes, les produits laitiers et même le pain</p>

Selon une étude de l'association Action Tank « Entreprise et Pauvreté », basée sur les données de l'Insee, un ménage modeste aux dépenses moyennes subit a minima un surcoût annuel de 1 500 €.

Comment faire grève ?

Le droit de grève est un droit fondamental reconnu à toutes les salarié·es (cadres, ouvrier·es, employé·es, précaires, apprenti·es, etc.) par la Constitution française. Dans le secteur privé, la grève peut être déclenchée à n'importe quel

moment. Dans le secteur public, la grève doit avoir fait l'objet d'un préavis (art. L. 2512-2 du Code du travail) déposé par une organisation syndicale. Contrairement à une idée reçue, ni les syndicats ni les salarié·es du secteur privé ne sont tenu·es de déposer un préavis avant de se mettre en grève.

Pour en savoir plus, flashez le qr-code :



Élections professionnelles : les salarié·es veulent un syndicalisme de lutte. C'est la réponse à leur situation individuelle !

C'est pourquoi elles et ils font confiance à la CGT lors des élections professionnelles. Avec la CGT, elles et ils savent qu'elles et ils pourront être plus fort·es face à leur direction. Tous les secteurs sont concernés,

comme à Naval group où la CGT progresse sur tous les sites (+ 6 %) et devient première organisation syndicale avec 30,8 % des suffrages exprimés.

Renforcer la CGT dans les élections à venir, c'est donc renforcer vos chances de gagner sur vos salaires et traitements ainsi que sur vos conditions de travail.

Bienvenue à la CGT !

À l'occasion des luttes, les salarié·es comprennent leur intérêt à s'organiser pour agir et gagner ensemble. Ainsi elles et ils sont nombreux·ses à franchir le pas et à adhérer à la CGT :

- + 300 adhésions dans le secteur des raffineries depuis le début du conflit ;
- + 10 adhérent·es chez Marie Surgelés à l'issue du conflit victorieux sur les salaires.

Des dizaines de milliers de salarié·es ont demandé en 2022 à rejoindre la CGT. Pourquoi pas vous ?



Moi aussi, je me mobilise avec la CGT !

Le 27 octobre, je rejoins le mouvement social pour vivre dignement de mon salaire et de ma pension, pour de meilleures conditions de travail et de vie, pour le droit à la protection sociale et à une retraite décente

A 14 heures devant la Préfecture de Limoges



Syndiquez-vous sur cgt.fr

